

Projections macroéconomiques pour la France Banque de France – juin 2016

Les projections macroéconomiques de juin 2016, réalisées par la Banque de France dans le cadre de l'Eurosystème, sont parues. Selon ces prévisions semestrielles, après trois années de croissance faible, l'activité a rebondi en France en 2015. La chute du prix du baril de pétrole et la baisse des prix des biens importés ont entraîné un regain de pouvoir d'achat, permettant une accélération de la consommation des ménages. Ces projections notent également qu'après plusieurs années de forte baisse, l'investissement total a cessé de diminuer en 2015, la reprise de l'investissement des entreprises s'étant en particulier confirmée. Ainsi, la croissance du PIB français augmenterait en moyenne annuelle, passant de 1,2 % en 2015 à, au moins, 1,4 % en 2016, puis 1,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018. L'inflation s'établirait à 0,2 % en 2016 (moyenne annuelle) après 0,1 % en 2015. Elle se redresserait progressivement à 1,1 % (moyenne annuelle) en 2017 et 1,4 % en 2018 pour s'établir, au dernier trimestre de 2018, à 1,5 % en glissement annuel. L'inflation hors produits alimentaires et énergie serait stable en 2016 à 0,6 %, comme en 2015, puis monterait très graduellement et modérément pour atteindre 0,7 % en 2017 et 1,1 % en 2018. Enfin, pour la Banque de France, « dans un contexte de politique monétaire très accommodante, l'ensemble des taux d'intérêt, tels que les anticipent les marchés, resteraient très faibles. ».

Les projections complètes : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/previsions-economiques-juin-2016.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Rue de la Banque N° 28, juillet 2016 - Fragmentation financière dans la zone euro : quelle évolution depuis 2008 ?

La fragmentation financière se définit comme le paiement de primes de risque de crédit plus élevées par des émetteurs d'obligations aux caractéristiques similaires lorsqu'ils sont situés dans les pays dits de la périphérie de la zone euro. Lors de la crise des dettes souveraines, cette fragmentation financière a atteint des niveaux très élevés mais elle a fortement reculé à partir de l'annonce par la Banque centrale européenne du programme d'opérations monétaires sur titres (OMT).

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/rue-de-la-banque-RDB-28_FR.pdf

Union européenne

BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 juillet 2016

À l'issue de la réunion du 21 juillet 2016 du Conseil des gouverneurs de la BCE, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Nous continuons de penser que les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous confirmons que les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. Nous avons aujourd'hui examiné les évolutions survenues depuis notre dernière réunion de politique monétaire, début juin. À la suite du référendum organisé par le Royaume-Uni sur son appartenance à l'Union européenne, nous estimons que les marchés financiers de la zone euro ont résisté de façon encourageante à la recrudescence des incertitudes et de la volatilité. L'annonce par les banques centrales de leur disponibilité à fournir des liquidités, si nécessaire, nos mesures de politique monétaire accommodante ainsi qu'un cadre de réglementation et de surveillance robuste sont autant d'éléments qui ont contribué à contenir les tensions sur les marchés. Les conditions de financement restent extrêmement favorables, ce qui participe au renforcement de la création de crédit. Elles apportent un soutien continu à notre scénario de référence basé sur un redressement économique régulier et une accélération des taux d'inflation. »

La déclaration introductive : <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2016/html/is160721.fr.html>

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 10,2 % enregistré en avril 2016 et à celui de 11,0 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 8,7 % d'avril 2016 et à celui de 9,6 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en mai 2016, 21,084 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,267 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 96 000 dans l'UE28 et de 112 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2015, le chômage a baissé de 2,166 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,440 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en mai 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,0 %), à Malte (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,1 % en mars 2016) et en Espagne (19,8 %).

Publications au Journal officiel

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752927&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752983&categorieLien=id>

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Bientôt un nouveau billet de 50 euros

Un nouveau billet de 50 euros sera mis en circulation le 4 avril 2017. L'introduction de la nouvelle coupure marque la dernière avancée dans le processus consistant à rendre les billets en euros encore plus sûrs. Après les billets de 5 euros, 10 euros et 20 euros, la coupure de 50 euros est la quatrième valeur de la deuxième série de billets en euros, connue sous le nom de série « Europe ».

La Réunion se caractérise par une prépondérance du billet de 50 euros au sein de la circulation fiduciaire, avec 56 % du nombre de coupures et 49 % du montant total ; bien plus qu'en France métropolitaine où prédomine le billet de 20 euros. Cette spécificité s'explique vraisemblablement par la place de cette coupure dans les DAB réunionnais et par son utilisation comme moyen à la fois de transaction et de thésaurisation.



Publication du rapport annuel de l'IEDOM pour La Réunion



L'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) publie son rapport annuel. Cet ouvrage présente la structure de l'économie réunionnaise, la situation des différents secteurs ainsi que les évolutions monétaires et financières de La Réunion en 2015.

L'embellie économique observée en 2014 s'est confirmée en 2015 et a même gagné en vigueur tout au long de l'année. L'indicateur du climat des affaires s'est amélioré, la consommation des ménages a été robuste et l'investissement est resté solide. Sur le marché du travail, la forte croissance de la population active reste difficile à absorber. Néanmoins, les dispositifs d'emplois aidés et la croissance soutenue de l'emploi salarié parviennent à enclencher un recul du taux de chômage (-2,2 points).

En parallèle, l'activité bancaire s'est renforcée en 2015. Malgré une certaine maturité, la bancarisation se poursuit mais le concept d'agences se transforme en lien avec la mutation du modèle de la banque de détail. Le Produit net bancaire (PNB) des quatre banques locales reste pratiquement stable en 2015 (-0,1 %), conséquence des impacts conjugués de la baisse des taux, de la concurrence et de la politique de modération des tarifs des services. Toutefois, la rentabilité reste solide. Les autres établissements non bancaires enregistrent une progression de leur PNB et de leur résultat net.

Le rapport est disponible en téléchargement sur le [site de l'IEDOM](#).

La croissance se maintient en 2015

En 2015, l'activité économique réunionnaise reste soutenue, avec une croissance du PIB en volume de 2,8 %, après le rebond de 3,1 % en 2014. En France, le PIB croît de 1,3 % en 2015, après deux années de croissance modérée (+ 0,6 % en 2013 et en 2014).

La consommation des ménages se renforce (+3,2 % après +2,7 % en 2014) et constitue le moteur principal de la croissance. Elle est tirée par la baisse des prix à la consommation (-0,5 %) et par la hausse du revenu disponible brut (+2,8 %).

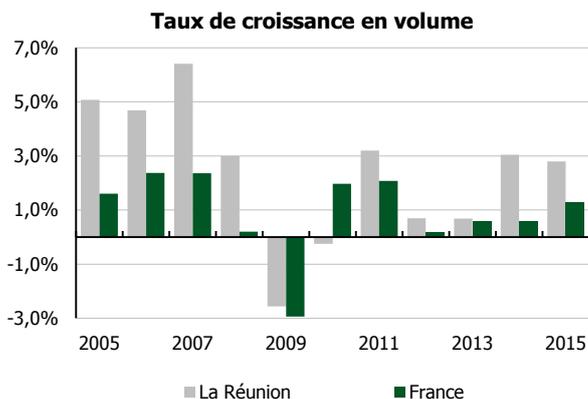
L'investissement continue de progresser (+4,1 %), mais à un rythme moins soutenu qu'en 2014 (+6,8 %). L'investissement en infrastructures et logements progresse modérément, dans un secteur à deux vitesses : les travaux de la Nouvelle route du littoral progresse rapidement, tandis que le bâtiment reste à la peine. L'investissement en biens d'équipement reste dynamique (+6,9 %), soutenu notamment par les achats d'automobiles des entreprises.

Le tourisme repart à la hausse après trois années consécutives de recul. Le montant des importations à La Réunion évolue peu, suite à la chute des prix des carburants en 2015. Toutefois, en volume, elles augmentent de 3,7 %. Les exportations en biens sont stables, après une baisse en 2014.

Les résultats des estimations issues des comptes rapides sont disponibles dans le [bilan économique 2015 de l'Insee](#).

Offre de Cerberus Capital Management pour le rachat de GE Money Bank et de ses opérations dans les DOM

General Electric a reçu le 23 juin 2016 une offre ferme du fonds de capital-investissement Cerberus Capital Management pour la cession de sa filiale de crédit à la consommation en France - GE Money Bank - et de ses opérations dans les territoires d'outre-mer (Sorefi pour La Réunion). La transaction est soumise aux autorisations de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité de la concurrence.



Sources : Insee, comptes définitifs (2005-2011) ; Cerom, comptes rapides (2012-2015)

BRÈVES ÉCONOMIQUES

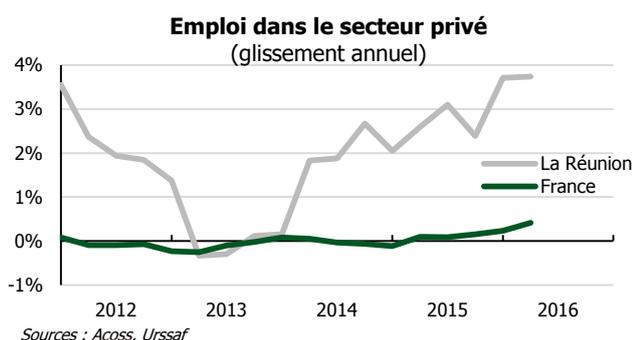
LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix <i>(Insee, base 2015)</i>	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	<i>Jun 2016</i>	100,3	+0,4 %	-0,1 %
	IPC France entière		100,6	+0,1 %	+0,2 %
Octroi de mer <i>(Trésorerie générale)</i>	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	<i>Jun 2016</i>	25 720	-3,1 %	-0,2 %
	Cumul (milliers d'euros)		152 395	-	+4,2 %
Commerce extérieur <i>(Douanes)</i>	Importations (millions d'euros)	<i>Mai 2016</i>	410,8	+5,1 %	+16,8 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul mai</i>	1 916,3	-	+4,7 %
	Exportations (millions d'euros)	<i>Mai 2016</i>	21,8	+9,3 %	+6,0 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul mai</i>	130,9	-	+18,2 %
Demandeurs d'emploi <i>(DTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	<i>Mai 2016</i>	134 390	-0,1 %	-0,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)</i>	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Mai 2016</i>	178 620	+19,5 %	+1,6 %
	Cumul	<i>Cumul mai</i>	829 102	-	+1,9 %
Fréquentation des hôtels <i>(Insee)</i>	Nombre de nuitées	<i>1^{er} trimestre 2016</i>	271 100	-16,5 %	+19,3 %
	Cumul	<i>Cumul mars</i>	271 100	-	+19,3 %
Construction <i>(Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)</i>	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>Mai 2016</i>	8 288	-	-5,6 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>Mai 2016</i>	120,5	-	-15,4 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Mai 2016</i>	16 582	+1,2 %	+3,0 %

Progression de l'emploi dans le secteur privé au premier trimestre 2016



Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acooss), l'emploi dans le secteur privé augmente de 1,3 % (CVS) au premier trimestre 2016 (+1,0 % au quatrième trimestre 2015).

En glissement annuel, Les effectifs salariés progressent de 3,7 %. Cette hausse touche tous les secteurs marchands confondus. Au niveau national, l'emploi progresse de 0,9 %. La Normandie est la seule région qui voit ses effectifs baisser. La masse salariale dans l'île est également bien orientée, avec une hausse de 1,8 % (contre +1,4 % en France entière).

Légère amélioration du marché de l'immobilier au premier trimestre 2016

Selon les données tirées des droits d'enregistrement perçus par la Direction générale des finances publiques et publiées par le CGEDD, le montant des transactions immobilières se redresse de 0,8 % (CVS) au premier trimestre 2016, après une baisse de 5,2 % le trimestre précédent. Cette amélioration provient d'un accroissement de 4,2 % du montant des ventes de logements neufs, tandis que celui des ventes de logements anciens recule de 1,2 %.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	0,75%	0,75%	1,25%	1,50%	0,50%
Autres cas :	1,01%			* hors prime d'Etat	

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR

Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,3030%	-0,3330%	-0,3240%	-0,2930%	-0,3640%	-0,2860%	-0,1790%	-0,0510%

Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)

Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)

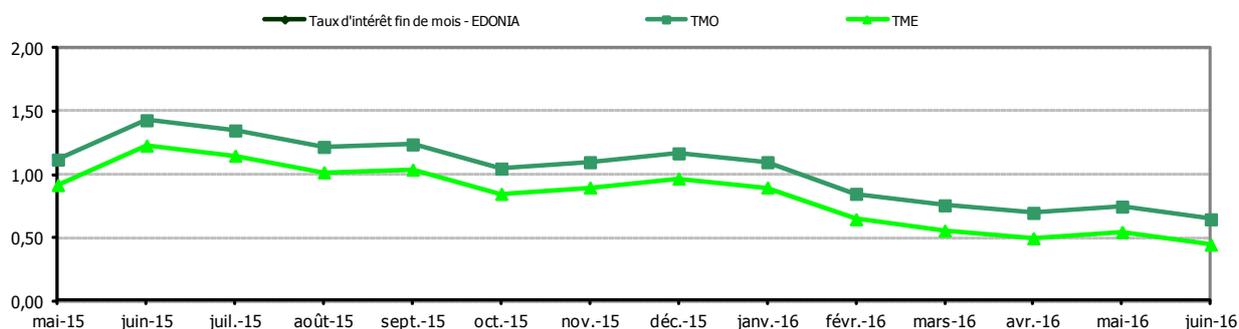
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
0,56%	0,50%	0,55%	0,45%	0,76%	0,70%	0,75%	0,65%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,05%
Prêts à taux variable	3,36%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,77%
Prêts-relais	4,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,16%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,92%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,72%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	12,91%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,40%	Découverts en compte	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

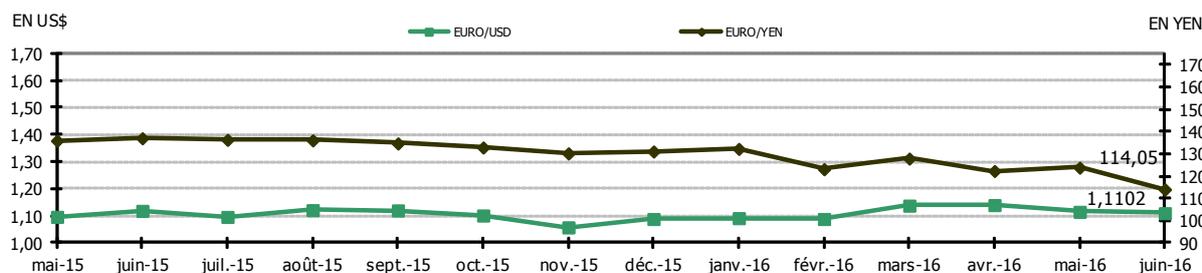
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1102	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	16,4461	EURO/SRD (Surinam)	7,858
EURO/JPY (Japon)	114,0500	EURO/BWP (Botswana)	12,0850	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,991
EURO/CAD (Canada)	1,4384	EURO/SCR (Seychelles)	14,4726	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,0272
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8265	EURO/MUR (Maurice)	39,5601	EURO/BBD (La Barbade)	2,2213
EURO/SGD (Singapour)	1,4957	EURO/BRL (Brésil)	3,5898	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,2848
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6135	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,0925	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3597,3476	EURO/XCD (Dominique)	2,9957	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : H. GONSARD - Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achévé d'imprimer : juillet 2016 - Dépôt légal : juillet 2016 - ISSN 1240-3857